

International

LE JOUR D'APRÈS : LA FIN DE L'ÉTAT ISLAMIQUE AU LEVANT ?

Mathieu Rey

15/05/2019

Pour l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, Matthieu Rey, chargé de recherche au CNRS et chercheur associé à l'IFAS-recherche (Johannesburg), revient sur le processus de conquête territoriale de Daech et sur la stratégie et les alliances organisées en vue de la reconquête de ces territoires, et s'interroge, une fois la guerre « gagnée », sur la réponse politique apportée – si réponse politique il y a eu.

Alors que le dernier réduit syrien appartenant à l'État islamique vient de tomber aux mains des Forces démocratiques syriennes¹, il convient de revenir sur ce que peut signifier pour l'Irak et la Syrie, le jour d'après. De prime abord, une conclusion s'impose. Si une vaste coalition s'était formée en vue de détruire cette entité politique, nul but de guerre ni surtout d'après-guerre n'avait été énoncé laissant donc aux dirigeants locaux et étrangers une grande latitude dans l'interprétation de leur possibilité d'agir. Plus encore, cette « victoire » révèle plus que jamais comment la lutte contre l'État islamique se résume à un « plein guerrier » et un « vide politique ». Finalement, ce fut le choix des armes, des dispositifs techniques terrestres et aériens et des acteurs répondant aux schémas militaires qui ont primé sur toute autre considération écrasant en retour toute expression du politique. Aussi, le jour d'après se décline de part et d'autre par la mise à jour de contradictions fortes. Quelques repères permettent peut-être de mieux comprendre les défis de cet après-Daech pour les deux pays.

Un après-Daech fait-il sens ?

Revenir rapidement sur le poids de l'État islamique en Irak et en Syrie relativise ce que signifie le tournant de la fin de cette présence. Trois moments peuvent être répertoriés. De 2012 à 2014, une phase d'expansion et de faible structuration sur les sociétés favorise une prise rapide de territoire principalement en obtenant l'allégeance de groupes ou d'individus au chef puis calife, al-Baghdadi². Les populations perçoivent l'arrivée de l'État islamique comme la mise à l'écart des tenants du pouvoir passé (en Irak) ou révolutionnaires (dans la zone détenue par l'opposition syrienne), ce qui crée parfois des réjouissances, ou l'émergence de nouveaux symboles – en premier lieu un drapeau

aux checkpoints. Suivent les premiers efforts d'organisation administrative, notamment dans le domaine de la justice, tranchant des conflits décennaux en quelques mois. Le tout s'accompagne de violences surtout théâtralisées au moment d'exécutions particulièrement brutales. Cependant, une fois ce dernier point dénoncé, le rétablissement d'une stabilité et la remise en route des services suscitent un accommodement.

Le basculement dans une guerre à plusieurs échelles, en Europe et au Moyen-Orient, à partir de septembre 2014, change la donne de terrain. Ce mouvement répond à la montée en puissance, au sein de l'organisation, d'une faction qui appuie cette lutte sur les rétributions symboliques d'un affrontement contre l'Occident perçu comme le soutien des régimes locaux honnis. Ceci se traduit par l'exécution d'otages puis les attaques en France (novembre 2015). De manière contemporaine, en Irak et en Syrie, une sortie du « lol califat³ » suit les campagnes de bombardements occidentaux. Les appareils policiers de l'État islamique se font extrêmement tatillons, reproduisant l'autoritarisme policier le plus dur connu à l'époque baathiste. Les violences se font toujours aussi spectaculaires mais elles s'accompagnent aussi d'une intrusion plus forte dans l'intimité des familles, forçant ceux qui s'étaient accommodés mais en désaccord à fuir ou à mourir. Les bombardements de la coalition détruisent en outre toute possibilité de vivre normalement. Enfin, les forces adverses constituées en Irak principalement des milices chiïtes, et en Syrie des FDS, ne laissent que peu d'espoir aux populations : leur présence sur le territoire de Daech en fait des potentiels sympathisants à éradiquer.

Le déploiement d'une armada aérienne couplée aux opérations de terrain précipite la (re)prise de contrôle par ces deux sous-coalitions. Plus que jamais, le lien entre l'acteur interne et étranger conditionne les succès de terrain. Aussi, l'expansion rapide des forces dirigées par le PYD en Syrie et par les Hachd Al-Chaabi (unités de mobilisation populaires) en Irak bouleverse la donne de terrain, alimentant à nouveau des départs de populations et de nouvelles transmissions des propriétés. Ces deux points – sur lequel nous allons revenir – constituent les variables d'ajustement de ce que l'on appelle communément « contrôler un territoire » dans ces deux pays. Or, l'après-Daech s'est construit sur une lecture territoriale de l'entité : reprendre les villes et villages grâce à une supposée contre-invasion – en réalité une conquête par un acteur jusque-là non hégémonique – suffisait à le détruire. Or, cette perception omet la nature de réseaux et de séries d'allégeance qui constituaient l'ossature de l'organisation. Croisant les traits prémodernes des fiefs liés entre eux par suzeraineté, ceux extrêmement modernes de la gestion micro-locale mise en œuvre par les pouvoirs baathistes et, enfin, les modes de résistance appris dans les maquis irakiens contre les forces américaines, les groupes d'obédience de l'État islamique peuvent localement réémerger ou simplement reconstituer des noyaux de sympathisants qui ne se voient pas offrir de place dans la Syrie et l'Irak d'après. Les attaques régulières autour de Homs ou sur la bordure du Laja à côté du

Jebel Druze le rappellent. Sans visée politique, il reste un espace occupé à occuper pour cette force.

Lutter contre Daech ou déduire le politique localement

La réaction française aux attentats du Bataclan résume à bien des égards ce que veut dire lutter contre l'État islamique. Dans les heures qui suivent, les bombardiers s'envolent contre Raqqa. Le terrain et ses acteurs ne sont pourtant pas inconnus. Depuis 2013 au moins, toute une série de liens s'est tissée entre acteurs locaux et étrangers. Dans le cas de la Syrie, à l'opposition entre « régime » et « opposition », se superposent leurs alliances réciproques faisant s'affronter par intermédiaires Russes, Iraniens, membres du Hezbollah autour du régime, face aux États-Unis, la France, la Turquie et les puissances de la péninsule arabique comme soutien de l'opposition. Ce lien se reconfigure en deux occasions. À l'automne 2014, le déclenchement de la bataille contre l'État islamique modifie le camp « des amis de la Syrie », donnant plus de cohérence à une politique américaine jusque-là brouillonne : seul Daech importe. Par contrecoup, les partenaires redéfinissent leur attitude. Pour la Turquie par exemple, la bataille de Kobane voit Recep Tayyip Erdogan statuer l'avenir de l'engagement turc : faire du pays un sanctuaire, n'accepter de combattre en Syrie que sur l'ensemble de la frontière et non une portion désignée par l'allié américain (Kobane en l'occurrence), obtenir une bande de territoire pour stabiliser les flux de populations syriennes en Syrie, et lier toute action à la question du règlement politique de la crise. Pour l'Arabie saoudite, en mars 2015, avec la montée en puissance de Mohammad Ben Salmane, un soutien plus marqué au front nord permet aux troupes de l'opposition d'avancer jusqu'à Hama, menaçant dangereusement le régime. Pour la France, après les déboires de 2013 (les attaques chimiques et l'absence de réaction), c'est le repli. Pour les États-Unis, enfin, le besoin d'hommes au sol, qui ne violent pas la souveraineté syrienne (ce qui exclut les Turcs), les incite à promouvoir une nouvelle force, les Forces démocratiques syriennes. Si une telle situation prévaut en Syrie, la relation étrangers/locaux se retrouve en Irak, terre de multiplication des groupes miliciens.

De 2015 à 2018, le lien entre acteurs étrangers et locaux ne cesse de se renforcer de façon asymétrique, en miroir, sans concertation d'ensemble. Du côté du régime, l'acteur russe domine avec un agenda précis : écraser toute forme d'islam politique qui menacerait le régime en déployant le maximum de forces aériennes et terrestres pour récupérer les territoires contestés. De manière similaire en Irak (autour des États-Unis et de l'Iran alliés au même groupe de partenaires locaux) et en Syrie, la force mécanique couplée à des hommes de troupes conquièrent les portions de l'État islamique. Une double dynamique se dégage de ces mouvements. Dans les airs, la supériorité et la technicité imposent à l'adversaire de combattre partout, de ne connaître aucune normalité. Les combats participent aussi par ce biais de la destruction des villes, élément

sur lequel il faut revenir. Sur terre, la réalité est autre. Après les guerres de Pichrocolle, autour d'un checkpoint, d'une casemate, et autre rue, les forces conquérantes procèdent souvent à des arrestations massives, parfois à des transferts fonciers, reproduisant les gestes... de l'État islamique. Un flot de réfugiés nouveau en découle, dont une partie est vue avec opprobre parce que potentiellement allié de l'État islamique.

Ce point souligne ce que la relation acteurs interne et externe produit : l'absence de solution politique. Le traitement des prisonniers, les questions de reconstruction, les modalités pour rétablir des institutions inclusives sont totalement absents des préoccupations du partenaire étranger qui fait mine de penser que, naturellement, ces points seront réglés une fois la paix venue. Les signaux pourtant se multiplient : nettoyage ethnique autour de Tell Abyad par les FDS, cérémonie en l'honneur d'Öcalan à la libération de Raqqa montrent, dans le cas syrien, comment l'avancée des forces locales procède d'une conquête et comment le droit de « la lance » tend à s'imposer. Si les acteurs locaux disposent de visées, ils ne s'accordent pas sur un projet, ce qui tient largement à leur condition d'émergence – dans l'urgence, en réaction il a fallu mobiliser – et aux cadres d'action – prendre coûte que coûte le territoire. Que se passe-t-il alors lorsque que le partenaire étranger se retire ? Soudainement, l'acteur local est livré à une nouvelle compétition et l'absence de programme commun empêche tout « jour d'après ». Encore faut-il remarquer que les agendas des partenaires étrangers diffèrent : la Turquie maintient une forte présence en Syrie, certaines factions iraniennes ont intérêt à conserver des places et développent des réseaux de clientèles solides rétribuées le plus souvent par les régimes en place incapables de faire face aux dettes cumulées, la Russie et les États-Unis tentent de trouver une solution honorable de sortie. De tout cela, priment non le politique, mais les domaines sécuritaire et économique.

Économie et sécurité, paravent du politique

En dehors des factions multiples, il ressort trois caractéristiques de la gestion territoriale en Syrie. Le checkpoint s'est imposé comme le marqueur du contrôle politique. Autosuffisant le plus souvent, cette institution de guerre vise tout à la fois à surveiller les flux, marquer symboliquement le territoire et empêcher l'émergence de zones dans lesquelles un pouvoir alternatif pourrait prendre forme. Aussi une pulvérisation durable du pouvoir fait que, aujourd'hui, il y a autant de sections souveraines que de zones cernées par ce dispositif. Sa capacité à durer et se maintenir – Homs récupéré par le régime syrien en 2014 demeure maillé de checkpoints – souligne la manière dont aucun après-guerre n'a commencé en termes politiques. Le maintien des milices va de pair avec le checkpoint. Ces groupes unifiés autour d'un chef, prélevant au besoin ce qui est nécessaire pour vivre, suivent indirectement les ordres centraux, soulignant la fragilité et le caractère largement de façade des institutions en place. Disposant de la violence, elles peuvent se poser en

égales, dans certaines régions, de tout pouvoir. Dans ce cadre, l'évolution de l'Irak et de la Syrie diffère. Dans la seconde, une série de règlements de compte, au besoin par l'explosion de voitures piégées, montre les tensions entre ces différentes factions, mais aussi très certainement la recherche du pouvoir central de mettre au pas certains chefs de guerre trop prééminents. Il demeure que le politique s'efface au profit du sécuritaire.

Cet aspect du contrôle se traduit sur le terrain par une réalité géographique et sociale qui va peser lourdement sur l'avenir. De part et d'autre, les forces qui se sont affrontées sont issues des terroirs ruraux ou tribaux du pays. Dans deux pays où l'intégration des populations venues de l'exode rural n'est pas réglée et où la ville se révèle le lieu de domination et d'oppression symbolique (le monde de la modernité), cette composante peut expliquer pourquoi les villes ont été, dans leur structure, les principales cibles. Syrie et Irak attestent d'une forme très particulière de désurbanisation. Ici, ce n'est pas nécessairement le volume de populations aggloméré en ville qu'il faut entendre. Il s'agit de voir comment les principales agglomérations ont été le théâtre d'intenses combats faisant disparaître ou amenuisant les fonctions urbaines, la sociabilité propre à une ville et, par contrecoup, la culture de chaque grande unité urbaine des pays. Les destructions concernent aussi bien Mossoul, Faluja, que Alep, Homs, Deir ez Zor. La fragmentation empêche la reconstruction d'un tissu social. Soulignons tout de même une nette amélioration de la situation des villes irakiennes, au moins Bagdad, qui laisse envisager la renaissance de la capitale.

À côté de cela, l'économie de guerre a conduit à une cannibalisation des territoires et des systèmes productifs, c'est-à-dire à une destruction de ces derniers en consommant maisons, biens, unités de production pour un profit. Mais ceci est allé de pair avec la production de nouvelles richesses. Les hommes d'affaires syriens apparaissent, au lendemain des heurts, comme les grands gagnants. Dans un territoire fragmenté, le déplacement de vivres et de biens de consommation et la maîtrise des réseaux s'affranchissant du blocus, des frontières, ont favorisé une hausse vertigineuse de la valeur ajoutée des marchandises pour un très petit nombre. Lorsque les biens de nécessité voient leur prix s'envoler, ceux à même de les faire venir à prix constant (en devises) peuvent connaître un enrichissement rapide. Une myriade de profiteurs de guerre apparaît donc. Le premier d'entre eux reste Bachar al-Assad qui maintient par différents dispositifs un enrichissement de son clan.

Évolution significative du lexique de la guerre et des pratiques économiques, la plupart de ces hommes d'affaires en Syrie – moins en Irak – ont fondé une ONG de secours ou d'assistance. Ici, le théorème de Tocqueville se retrouve : les révolutions accélèrent des évolutions passées. Il est de bon ton de communiquer autour d'une défense de l'humanitaire, de parler de bénéficiaires et de secours, alors que la communauté internationale recherche désespérément des partenaires

faisant leur son credo d'assistance et de reconstruction. Donc économie et sécurité semblent avoir très largement épuisé les ressources du politique en Syrie, faisant avant tout que celui qui dispose de force ou de ressource s'impose. La scène locale ici n'est pas sans refléter les mobilisations des partenaires étrangers. Les autorités russes s'empressent d'autant plus de soutenir un régime qu'une partie de son élite a déplacé ses capitaux à l'heure des sanctions, se liant avec les oligarchies financières russes.

Cet épuisement du politique peut se synthétiser autour d'un domaine particulier : la propriété. Depuis 2012, tout acteur semble faire sienne – en Syrie encore une fois et dans une moindre mesure en Irak – l'idée que posséder la terre, unifier ethniquement et confessionnellement un lieu et dominer ce territoire vont de pair. De ce fait, de vastes échanges de propriété s'opèrent, rappelant comment l'absence d'État de droit fait de la propriété une variable de contrôle sécuritaire et économique. Ces mouvements peuvent de plus décharger l'État central de ses dettes : contre l'octroi de titres de propriétés au besoin obtenu de force, le régime « rembourse » son partenaire, principalement iranien, qui ne peut que se contenter de cela. Enfin, cet ajustement par la propriété autorise de nouvelles sources d'enrichissement rapide. La planification urbaine souligne comment les plans d'avant-guerre sont remis au goût du jour et comment les détenteurs de la planification peuvent créer les conditions d'un marché immobilier à fort profit vers lequel ils espèrent l'arrivée de capitaux golfiotes. La propriété devient alors un outil de forts profits à très court terme, risquant d'aggraver davantage les fractures d'un tissu social meurtri.

En résumé, l'après-Daech exemplifie comment le trou noir s'étend sur deux pays, c'est-à-dire l'absence d'espace politique, au profit de composantes sécuritaires et économiques valorisées. Cette sortie de l'État risque de générer des scénarios connus dans d'autres régions, comme celle de l'Afrique des grands lacs. Les populations réfugiées aux frontières peuvent constituer les générations de camps réclamant, à l'horizon de cinq à dix ans, des comptes. De nouvelles formes de milice peuvent déstabiliser par contre-coup la région, sachant que les mobilisations procèdent par une confessionnalisation de plus en plus forte du tissu social. Enfin, l'existence de régimes se contentant du paravent de la souveraineté – être reconnu sans contrôler politiquement le territoire – précipite à leur marge la renaissance perpétuelle de contestations plus violentes et radicales, disposant du terreau nécessaire à une nouvelle aventure... telle que l'État islamique.

1. Les FDS (Forces démocratiques syriennes) regroupent un ensemble de combattants issus de l'opposition ayant accepté le commandement du PYD, aile syrienne du PKK turc, Parti des travailleurs du Kurdistan d'Abdullah Öcalan.
2. Voir Matthieu Rey, *Aux origines de l'État islamique*, La vie des idées, 17 mars 2015.
3. Sous cette formule, David Thompson rappelle comment, pour une partie des jeunes partant de France, le califat croise référence musulmane et culture populaire : David Thompson, *Les Revenants. Ils étaient partis faire le Jihad. Ils sont de retour en France*, Paris, Le Seuil, 2016.

